



Résumé : Dans le contexte de la mondialisation des échanges et de la globalisation des marchés, l'avancée technologique offre aux plus nantis des enjeux de pouvoir dont sont irrémédiablement écartés les plus démunis. Cela est également vrai pour les Etats-nations dont les ambitions légitimes se trouvent contrariées en raison d'un capital immatériel insuffisant au regard du nouvel ordre économique et informationnel. Et si la langue -toute langue- était le capital immatériel par défaut, dans la construction de la société du savoir ? Cette promesse exige cependant comme préalable une sécurité intellectuelle doublement assumée, aux plans national et international.

Mots-clés : société du savoir, capital immatériel, langue, sécurité intellectuelle.

Abstract: In the context of markets globalization, technological progress offers the wealth the great power of which the destitute is desperately ruled out. This is obvious in the nations where legal ambitions are upset due to inadequate immaterial capital with the new economic and information order. Whenever language -all language- was hence the downward immaterial capital; however, this promise requires a prerequisite intellectual security double-undertaken on national and international levels.

Keywords: knowledge society, immaterial capital, language, intellectual security.

الملخص : في سياق عولمة التبادلات و شمولية الأسواق يُوفر التقدم التكنولوجي للأثرياء أسباب السلطة التي يحرم منها نهائيا المستضعفين. و ينسحب هذا على الدولة-الامة التي تتعطل طموحاتها الشرعية لاقتفارها إلى رأس المال اللامادي كإف بالنظر إلى النظام الاقتصادي و المعلوماتي الجديد. و إذا اعتبرنا اللغة -أية اللغة- كإس المال اللامادي تلقائيا لبناء مجتمع المعرفة؟ إلا يتطلب هذا كمعطي مسبق أمانا فكريا يتكفل به على الصعيد الوطني و الدولي.

الكلمات المفتاحية : مجتمع المعرفة، رأس المال اللامادي، اللغة، الأمن الفكري.

Introduction

Dans les sociétés du savoir, si la primauté est naturellement donnée au patrimoine informationnel, il ne se pose pas moins la question du médium ou plus justement de l'instrument de sa constitution avant celle de sa gestion. Dans les sociétés en développement, la question ne se pose presque pas dans la mesure où un

passage nécessaire ne s'est pas encore réalisé, à savoir celui de la transformation, inéluctable semble-t-il au regard de l'avancée technologique, de la société industrielle en société du savoir. Cette transformation, pour inéluctable qu'elle soit, présuppose néanmoins une évolution des structures et des mentalités qui, dans le cas des sociétés en développement, exige des investissements colossaux en termes de réformes des systèmes éducatifs nationaux dans une seule direction possible : l'adaptation suite à une rupture se définissant comme « [...] une période où la société est en quête de sens [...] »¹.

Paradoxalement, chaque rupture constitue une avancée en soi grâce à la restructuration de la société d'appartenance perçue comme espace-temps que bouleversent irrémédiablement la perte de valeurs culturelles et l'apparition de nouveaux idéaux. Cette perception de l'espace-temps sociétal est fondamentale :

« l'être humain naît dans un espace et un temps qui façonnent la conscience qu'il acquiert de son environnement. L'information est le matériau principal qu'il utilise pour percevoir et comprendre cet environnement. La langue et la culture lui servent à filtrer ces informations, et les outils de communication, à traiter celles-ci ».²

Effectivement, une rupture se traduit par un bond qui « [...] modifie non seulement la langue et la culture qui servent de filtres aux êtres vivant dans la société d'alors mais, plus fondamentalement, il change l'imaginaire et sans doute la fluidité du cerveau ».³

En prenant appui théorique sur les synthèses de Michel Cartier, ce préliminaire nous est prétexte à mener une réflexion sur le statut de la langue dans la constitution du capital immatériel d'une communauté, principalement dans sa dimension humaine -que complètement nécessairement les dimensions de clientèle et structurelle. Estimant que l'exigence mondialisante/mondialiste ne peut décemment occulter le rôle de la langue comme facteur de fracture numérique⁴, notre aptitude universitaire à analyser les troubles du tissu social nous incite à établir un parallèle entre notre conception identitaire de la langue et l'émergence de la conscience collective, bientôt devenue deuil collectif inconscient causé par la fracture cognitive elle-même due à notre incompétence organisationnelle à produire du savoir. S'il est en effet question de réhabiliter le facteur humain dans la perspective du développement durable en considérant « [...] les langues [...] comme une forme de capital humain »⁵, les décideurs ne peuvent toujours négliger « [...] l'importance du rendement net des langues [...] ».⁶

« Beaucoup d'information ; peu de savoir »⁷

Dans la logique de la société du savoir, revient en particulier la conception d'une justice linguistique qui prévaudrait sur celle de l'hégémonie linguistique. Pourtant, il y a lieu de souligner que cette justice n'échappe pas au paradigme de

« [...] l'effet des attributs linguistiques des agents, considérés à la fois comme élément de capital humain et comme marqueur d'identité. L'aspect identitaire y est en général saisi par la langue maternelle ou première, tandis que les compétences en langues étrangères ou secondes y sont vues comme éléments de capital humain dans lequel les agents investissent ».⁸

L'investissement linguistique compose une problématique délicate dans son approche en raison même d'une forme certaine d'iniquité qui la sous-tend, notamment dans la perspective de la communication internationale et singulièrement dans la sphère de la communication scientifique où règne l'hégémonie de l'anglais. Le principe de la créativité est le corollaire obligé de deux facultés essentielles : la lecture et l'écriture étroitement liées à « [...] la question de l'ouverture d'œuvres intellectuelles monolingues qui possèdent un profil textuel bien déterminé (i.e. d'être des documents scientifiques) à un "marché" de connaissances intrinsèquement multilingue et multiculturel qui est celui de l'Internet ». ⁹ Ces deux facultés qui fondent la production intellectuelle et partant l'instauration d'une société du savoir intrinsèquement égalitaire, finissent par entraver les élites des sociétés en développement dans leur vaine tentative de diffuser les résultats de leurs travaux de recherche et de concilier leurs pratiques linguistiques avec leur imaginaire culturel. Inféodées aux langues étrangères des puissances hégémoniques, ces mêmes élites sont victimes de « [...] l'exclusion digitale [...] ». ¹⁰ « Les inégalités [demeurant] le point aveugle du monde social et des systèmes technologiques », ¹¹ sont accentuées par le harcèlement du à la raison numérique ¹² qui s'impose de plus en plus à la conscience des chercheurs appartenant aux sociétés apprenantes. ¹³ Il en découle une question critique : « Existe-t-il encore beaucoup de pratiques intellectuelles qui ne soient pas affectées par la numérisation ? » ¹⁴

La construction d'une société du savoir s'enracinant certainement dans un imaginaire identitaire et culturel légitimé, les élites des sociétés en développement doivent impérativement déployer des stratégies compensatoires sachant que « [...] la formation du sujet passe par la référence à une culture [dont] la reconnaissance des identités est une de ses conditions [...] ». ¹⁵ Mais également, en tant qu'acteurs sociétaux, ces sujets sont tenus de revendiquer une participation sociale afin de prévenir les tensions possibles au sein de la communauté d'appartenance chez laquelle la perception même de capital immatériel est variable selon les groupes minoritaires qui la composent, et plus particulièrement lorsque le capital est rattaché à la langue.

Sécurité intellectuelle : clé du capital immatériel

Ces minorités doivent poursuivre des stratégies de légitimation partagées, sinon communes, qu'elles mettront en œuvre dans leur volonté de contribuer à la formation d'une société du savoir rendue complexe à cause de la déstructuration de l'opinion publique nationale. En effet,

« il nous est devenu si difficile de vivre sans la sécurité intellectuelle qu'offraient les grands paradigmes globalisateurs que la tentation reste forte de résoudre les tensions présentes dans les concepts en transformant des pistes de recherche conflictuelles et des efforts de connexion avec les contradictions sociales en un pur concept, neutre et aseptisé ». ¹⁶

La sécurité intellectuelle est garante de la production de discours, certes différents, divergents mais salutaires comme distanciation critique vis-à-vis des transformations, aussi bien positives que négatives, de la société. A ce titre, « nul doute que les contradictions liées à la mondialisation des

industries culturelles et de la communication seront un accélérateur de prise de conscience ».¹⁷ Dans le cas des élites des pays défavorisés, la prise de conscience sera double dans la mesure où leurs sociétés respectives accusent un retard technologique qui renverse déjà l'équilibre précaire des politiques de développement humain durable et déstabilise les sociétés en mutation accélérée parce que, à la suite des élites des superpuissances, leurs propres élites risquent fort d'être « [...] plus intéressées par les outils, et leurs usages, que par une réflexion d'ensemble sur les rapports entre information, culture, communication, société et politique ».¹⁸

Toutefois, la société fonctionnant selon la logique de l'interaction entre les élites et les masses convaincues de l'utilité sociétale de l'intervention politique, la réflexion intellectuelle pour être pertinente oblige à un ancrage socioculturel qui la motive. La polarisation linguistique représente l'un des aspects importants de ce qui a été convenue de dénommer le patrimoine immatériel. Effectivement,

« le patrimoine culturel immatériel constitue un ensemble vivant et en perpétuelle recréation de pratiques, de savoirs et de représentations, qui permet aux individus et aux communautés, à tous les échelons de la société, d'exprimer des manières de concevoir le monde à travers des systèmes de valeurs et des repères éthiques. [Il comprend] les traditions orales, les coutumes, les langues, la musique, la danse, les rituels, les festivités, la médecine et la pharmacopée traditionnelles, les arts de la table et les savoir-faire ».¹⁹

Cependant, la singularité des systèmes linguistiques et leur relative complexité conduisent les intellectuels à revendiquer perpétuellement des reconfigurations du champ sociétal des pays en développement, essentiellement sous l'impact de l'évolution des industries de la langue et de la culture. Pour ce faire, les sociétés en développement doivent impérativement promouvoir une critique sociale apte à contrecarrer « une position de fuite ».²⁰

Linguistifier par défaut ... en Algérie ?

La cohésion sociale exige certainement une adhésion des mentalités et des esprits convaincus de leur agir et de leurs actions parce que assurés de leur liberté de parole et de pensée. Particularité ou singularité ? Les Algériens s'interrogent sur leurs langues et interrogent leur paysage linguistique, à la fois comme Algériens et comme simples citoyens soucieux du devenir de la politique linguistique de leur pays. Il ne leur est plus possible, ça l'était il y a quelques décennies seulement, de nier la réalité de la dynamique des langues mais également l'étiollement constaté de certaines d'entre elles qui réclament une renaissance linguistique au-delà des conflits idéologico-linguistiques. Il n'est plus temps pour eux de s'attarder sur l'impact des seuls facteurs physiques dont la regrettable disparition des locuteurs et des facteurs socioéconomiques. Les Algériens en sont pleinement conscients : la réalité politique d'un pays est pour beaucoup dans la détermination des situations sociolinguistiques : francisation, arabisation et berbérisation politiques ont irrémédiablement façonné les multiples visages d'une Algérie linguistique en proie aux incertitudes

des régimes et aux soubresauts de ses populations manifestant une conscience identitaire plus profonde que toute officialisation des mesures coercitives.

La mondialisation-globalisation interpelle la conscience collective algérienne forte de ses langues ; cette conscience se veut la somme des indices d'une culture forgée sur l'appréhension critique d'un ensemble de savoirs communs, de savoirs partagés par les membres d'une même communauté. En l'absence formelle d'une connivence culturelle et d'une communication inter-linguistique, les Algériens risquent d'interagir négativement dans leurs pratiques quotidiennes au carrefour de trois forces modificatrices de toutes sociétés : « les convergences technologiques, la mondialisation des marchés et la personnalisation des citoyens-consommateurs »²¹.

A cet égard, les Algériens se doivent de composer une attitude d'intelligence pratique dans leurs représentations divergentes de la question linguistique. Dans la revendication de leur personnalisation, ils doivent par ailleurs apprendre à réguler leur énergie grise dans le sens d'une légitimation des postures respectives sans toutefois ignorer superbement qu'

« un individu n'existe pas seul mais avec d'autres, [qu'il] doit définir ses besoins et ses exigences avec ses pairs, c'est-à-dire ceux avec qui il partage une façon de voir le monde. Dans la société du savoir qui émerge, l'individualisme devra s'affirmer sans perdre ses repères sous peine de rupture culturelle. Ainsi le courant de personnalisation ne s'appuie pas sur le "chacun pour soi" mais plutôt sur les groupes d'intérêts et aussi sur l'interactivité du pôle technologique et les niches du pôle économique ».²²

Conclusion

Notre propos a eu pour objectif principal de poser la question du traitement démocratique du capital immatériel tout en suscitant un débat théorique autour du rôle fondamental de la langue comme vecteur premier de la société du savoir, en particulier dans les pays en développement. Les élites intellectuelles de ces pays tentent de construire, différemment il est vrai, chacune sa posture scientifique en prenant justement la langue comme catalyseur dont les enjeux de pouvoir sont néanmoins réconciliables à partir du moment où l'on accepte sereinement, à la suite de Wieviorka, de « [...] distinguer les différences culturelles originelles, que les membres de la communauté veulent maintenir, reproduire et défendre, des différences construites, inédites et renouvelées ».²³ Dans cette perspective, il convient de se désengager d'une pensée instrumentale²⁴ qui compromet l'équilibre des positions sociales et culturelles d'une part ; politiques et économiques d'autre part.

Aussi, réfléchir objectivement à tous ces aspects d'une problématique pérenne, c'est faire preuve, à ses risques et périls, d'un sens hors du commun de la liberté des peuples même si, au plan universitaire, il est fort difficile de se départir de sa personnalité subjective afin d'endosser l'exigence institutionnelle de l'objectivité. C'est pourquoi il y a lieu d'encourager la réflexion linguistique dont le louable effort de compréhension préserve des dépassements mêmes intellectuels.

Notes

¹ Cartier Michel, *Aider à bâtir la société du savoir*, www.MichelCartier.com.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Cf. Revue *Hermès* [fracture dans la société de la connaissance], n° 45, Editions CNRS, 2006.

⁵ Albert Breton, *Le rendement culturel des langues et l'assimilation linguistique*, Département des Sciences économiques, Université de Toronto.

⁶ *Ibid.*

⁷ L'expression est due à Eduardo Portella, « Indices de la société du savoir », *Diogène* 2002, n° 197, p.3-5.

⁸ François Grin, « L'enseignement des langues étrangères comme politique publique » (rapport), *Haut Conseil de l'Evaluation de l'Ecole*, n° 19, septembre 2005.

⁹ Peter Stockinger, « Des archives audiovisuelles monolingues sur un site multilingue », *Hermès* [Traduction et mondialisation], n° 49, Editions CNRS, 2008.

¹⁰ Eduardo Portella, *op. cit.*, p.04.

¹¹ *Ibid.*

¹² Cf. Revue *Hermès* [critique de la raison numérique], n° 39, Editions CNRS, 2004.

¹³ Cf. Rapport mondial de l'Unesco, *Vers les sociétés du savoir*, Editions Unesco 2005, p.57-68.

¹⁴ Cf. Revue *Hermès* [critique de la raison numérique], *op. cit.*

¹⁵ Cf. Revue *Hermès* [rubrique « lectures » : Bruno Ollivier (Michel Wieviorka, *La différence*, Editions Balland, Collection « Voix et regards », Paris, 2001)], n° 30, Editions CNRS, 2001, p.210.

¹⁶ Jesús Martín-Barbero, « Sciences de la communication : champ universitaire, projet intellectuel, éthique » [traduit de l'espagnol par Bruno Ollivier], *Hermès*, n° 38, Editions CNRS, 2004, p.163.

¹⁷ Dominique Wolton, « Le moment de la communication », *Hermès*, n° 38, Editions CNRS, 2004, p.10.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Gérard Derèze, « De la culture populaire au patrimoine immatériel », *Hermès*, n° 42, Editions CNRS, 2005, p.50.

²⁰ Cf. Jesús Martín-Barbero, *op. cit.*, p.165.

²¹ Cf. Michel Cartier, *op. cit.*

²² *Ibid.*

²³ Cf. Revue *Hermès* [rubrique « lectures » : Bruno Ollivier], *op. cit.*, p.211.

²⁴ Cf. Jesús Martín-Barbero, *op. cit.*

Bibliographie

Breton Albert, *Le rendement culturel des langues et l'assimilation linguistique*, Département des Sciences économiques, Université de Toronto, 2006.

Cartier Michel, *Aider à bâtir la société du savoir*, www.MichelCartier.com.

Grin François, « L'enseignement des langues étrangères comme politique publique » (rapport), *Haut Conseil de l'Evaluation de l'Ecole* n° 19, septembre 2005.

Martín-Barbero Jesús, « Sciences de la communication : champ universitaire, projet intellectuel, éthique » [traduit de l'espagnol par Bruno Ollivier], *Hermès* n° 38, Editions CNRS, 2004, p.163.

Ollivier Bruno, compte-rendu de lecture : Michel Wieviorka, *La différence*, Editions Balland, Collection « Voix et regards », Paris, 2001, Revue *Hermès* n° 30, Editions CNRS, 2001.

Portella Eduardo, « Indices de la société du savoir », *Diogène* 2002, n° 197, p.3-5.

- Rapport mondial de l'Unesco, *Vers les sociétés du savoir*, Editions Unesco 2005, p.57-68.
- Revue *Hermès*, *Critique de la raison numérique*, n° 39, Editions CNRS, 2004.
- Revue *Hermès*, *Fracture dans la société de la connaissance*, n° 45, Editions CNRS, 2006.
- Stockinger, Peter, « Des archives audiovisuelles monolingues sur un site multilingue », *Hermès* n° 49, *Traduction et mondialisation*, n° 49, Editions CNRS, 2008.
- Wolton Dominique, « Le moment de la communication », *Hermès* n° 38, Editions CNRS, 2004, p.10.